

« Nous, journalistes pigistes et de médias indépendants, nous nous désolidarisons de la couverture médiatique de la guerre au Moyen-Orient »

mercredi 25 mars 2026



Une soixantaine de journalistes ont publié *une tribune* pour se « désolidariser de la couverture médiatique de la guerre au Moyen-Orient ». Nous la relayons ici. (Acrimed)

Nous sommes journalistes, reporters, photojournalistes pigistes et de médias indépendants, exerçant en France et à l'international. Depuis les attaques conjointes lancées par les États-Unis et Israël sur l'Iran, ainsi que la guerre enclenchée au Liban depuis le 2 mars, nous assistons, indignés, à une couverture médiatique défailante, lacunaire, déséquilibrée et, trop souvent, complaisante envers certains récits officiels. Une défailance qui ne date pas d'hier et qui s'inscrit dans une longue histoire de conflits perpétuels, notamment au Liban Sud, dans les territoires palestiniens occupés et à Gaza, où le traitement médiatique reste systématiquement le même : simpliste, orienté et répétitif, donnant l'impression d'un "nouveau" conflit à chaque escalade alors qu'il s'agit en réalité d'une continuité tragique ignorée ou minimisée.

Nous demandons qu'à une guerre asymétrique ne soit pas apposé un traitement médiatique asymétrique.

Sans essentialiser l'ensemble des médias, force est de constater que trop de journaux, de magazines, de chaînes de télévision et de radios produisent une lecture partielle de cette actualité pourtant majeure, aux conséquences humaines, politiques et géopolitiques considérables.

Nous ne comprenons pas les choix éditoriaux concernant les invitées conviées à commenter ces événements. Trop souvent, les plateaux sont occupés par des intervenantes insuffisamment qualifiées pour analyser des situations d'une telle complexité. Couvrir ces conflits exige pourtant une connaissance fine du terrain, une maîtrise des contextes historiques et une capacité à mobiliser des analyses géopolitiques rigoureuses.

Nous dénonçons également un manque criant de pluralisme. Les prises de parole de représentants israéliens sont fréquentes, parfois hégémoniques, alors même que le chef du gouvernement fait l'objet d'un mandat d'arrêt international. Dans le même temps, les représentants politiques des autres parties impliquées sont marginalisés, disqualifiés ou absents des grands espaces de débat. Cette asymétrie dans l'accès à la parole contribue à orienter la perception du public et à appauvrir la compréhension du conflit.

Nous condamnons fermement les commentaires de plateau qui, sous couvert d'analyse, relèvent trop souvent de prises de position approximatives ou idéologiques. Ils participent à une déshumanisation des victimes, réduisant les morts iraniens, libanais et palestiniens à des données chiffrées, déconnectées de toute réalité humaine, sociale et historique.

Nous souhaitons également attirer l'attention sur les usages sémantiques profondément différenciés selon les parties concernées. Là où certains « meurent », d'autres sont « tués », voire « assassinés ». Là où certaines opérations sont présentées comme des « frappes préventives », d'autres sont immédiatement qualifiées d'« attaques ». Ces choix lexicaux ne sont pas neutres : ils hiérarchisent implicitement les vies et orientent la lecture morale des événements.

De la même manière, le recours au terme « évacuation » pour désigner des déplacements massifs de populations civiles mérite d'être interrogé. Lorsqu'ils sont contraints, organisés sous la menace ou dans un contexte de bombardements, ces déplacements relèvent, en droit international humanitaire, de transferts forcés, voire de déportations. L'article 49 de la Quatrième Convention de Genève interdit explicitement « les transferts forcés individuels ou massifs, ainsi que les déportations de personnes protégées hors du territoire occupé », sauf impératif absolu de sécurité, une exception strictement encadrée et dont l'interprétation ne saurait être extensible à des politiques de déplacement généralisé.

Nous nous indignons de voir certaines informations émanant des autorités américaines ou israéliennes reprises sans distance critique, parfois en temps réel, tandis que des faits documentés concernant des violations du droit international imputables à ces mêmes acteurs sont systématiquement relativisés, minimisés ou entourés de doutes excessifs. Cette asymétrie dans le traitement de la preuve fragilise la crédibilité du travail journalistique.

Nous sommes également préoccupés par la multiplication de chroniqueurs et chroniqueuses présents non pas pour établir des faits, mais pour exprimer des positions idéologiques. Ce glissement brouille la frontière entre information et opinion, au risque de transformer certains espaces médiatiques en chambres d'écho ou en instruments de légitimation politique.

En ce sens, nous appelons nos consœurs et confrères exerçant dans les rédactions télévisées, radiophoniques et de presse écrite à large audience à se montrer à la hauteur de leurs responsabilités. Leur engagement est encadré par des principes clairs, notamment ceux énoncés dans la charte de Munich : recherche de la vérité, vérification des faits, indépendance vis-à-vis des pouvoirs politiques et économiques, refus de la manipulation.

Nous les appelons à sortir de l'écueil de l'autocensure, qu'elle soit imposée, intériorisée ou structurelle, qui conduit trop souvent à tordre, simplifier ou édulcorer l'information. En agissant ainsi, c'est le droit fondamental des citoyennes et des citoyens à une information libre, complète et honnête qui est compromis.

Informers, ce n'est pas relayer. Informer, ce n'est pas hiérarchiser les vies. Informer, ce n'est pas choisir ses mots au service d'un récit dominant.

Informers, c'est donner à comprendre, avec rigueur, honnêteté et courage.

Aujourd'hui plus que jamais, face à des conflits d'une gravité extrême, notre responsabilité collective est engagée.

La liste complète des signataires est consultable ici.

Acrimed est une association qui tient à son indépendance. Nous ne recourons ni à la publicité ni aux subventions. Vous pouvez nous soutenir en faisant un don ou en adhérant à l'association.

Faire un don

Adhérer

Voir aussi...

- Iran
- Liban
- Israël
- USA
- Guerres
- Loin du Proche et du Moyen-Orient

A LA UNE



« Nous, journalistes pigistes et de médias indépendants, nous nous désolidarisons de la couverture médiatique de la guerre au Moyen-Orient »

25 mars 2026

Tribune.

Sur X, la haine quotidienne du chroniqueur Gilles-William Goldnadel

10 mars 2026

Brutalisation du débat public.

Les médias dominants veulent dominer sans entraves

7 mars 2026

À propos d'une conférence de presse de LFI.

Municipales : face aux résultats de LFI, l'éditocratie tétanisée

18 mars 2026

« Cataclysme. »

Les Unes de la presse écrite contre Mélenchon et LFI

4 mars 2026

Version 2, mars 2026.

Face à LFI : le règne des interrogatoires

3 mars 2026

Journalistes ou inquisiteurs ?



16 mars 2026

Haro sur le droit international.

Iran : lobbying pro-chah dans les médias français

2 mars 2026

Un agenda, ça se travaille.

France Télévisions : la dépolitisation expliquée par les « dépolitisateurs »

27 février 2026

Vocabulaire.

Géraldine Woessner, Sophia Aram, CNews et compagnie : revue de presse de la semaine - 18/07/2025

Brut, 20 Minutes, Bolloré et compagnie : revue de presse de la semaine - 11/07/2025

France Inter, Frédéric Encel, LVMH et compagnie : revue de presse de la semaine - 4/07/2025

Toutes les revues de presse

MOUVEMENTS SOCIAUX : COI

BLAST, Le souffle de l'info

1995-2025 : les médias contre les mouvements sociaux (vidéo)

PROPAGANDE DE GUERRE : LE

BLAST, Le souffle de l'info

Propagande de guerre : les médias au garde-à-vous (vidéo)

Toutes les vidéos

DES PODCASTS

Podcast : le PAF en pâmoison devant la « nuance » de Caroline Fourest - 2/11/2024

Podcast : Les médias en guerre contre le Nouveau Front populaire - 9/08/2024

Podcast : Deux siècles de critique anticapitaliste des médias - 5/12/2022

Podcast : La banalisation médiatique de l'extrême droite - 1er/04/2022

Tous les podcasts

AGENDA

Rencontre/Débat

« Médias et élections »

Lundi 30 mars de 18h30 à 20h00

► À Marseille.

Rencontre/Débat

« Quand les médias critiquent les médias »

Mercredi 8 avril de 15h30 à 17h00

► À Tours.

NOTRE REVUE



Sortie du Médiacritiques n°57 : Médias va-t-en-guerre

PUBLICATIONS

Pauline Perrenot

Les médias contre la gauche



Mathias Reynaud

« Au nom de la démocratie, votez bien ! »



Les médias contre la rue



L'Opinion, ça se travaille...



Acrimed, maison fondée en 1996 par Henri Maler et Compagnie

Annuaire des auteurs publiés sur Acrimed

Informations • Contact • Agenda • RSS

Mentions légales • Plan du site • Administration

Site motorisé avec SPIP • Optimisé pour Mozilla Firefox • Hébergeur associatif



Nous soutenir

Infolettre